



SESSION D'ATELIER

Titre de la session: L'économie sociale et solidaire dans la lutte contre les inégalités pour une société inclusive

Date/Durée: le 4 octobre de 11h00 à 12h30 UTC

Format de la session/langue: Session d'atelier en français

Objectifs et description de la session:

Contexte

Le monde fait face à des défis sociaux et environnementaux qui exigent une nouvelle perspective et de nouvelles pratiques orientées vers le « bien vivre » (buen vivir). Les tendances les plus fortes du système économique actuel sont la segmentation spatiale, la fragmentation culturelle et les inégalités croissantes, caractérisées par des sociétés désintégrées et fragmentées en raison de la persistance de la pauvreté et de la répartition inégale des revenus, ce qui expose les groupes et communautés vulnérables à un risque d'exclusion plus élevé.

La plupart des pays connaissent actuellement des problèmes d'inégalité et de disparités dans tous les domaines, au niveau individuel et collectif. L'économie sociale et solidaire est un moyen d'améliorer le développement d'initiatives, de politiques publiques inclusives et de mécanismes de collaboration entre les différents acteurs et secteurs, en faisant des groupes vulnérables les protagonistes de leurs propres processus de bien-être.

Une communauté inclusive est une communauté qui accepte tous ses membres, sans distinction de classe sociale, sans discrimination, sans exclusion ni limitation du développement personnel et collectif ; une société dans laquelle tous les membres se sentent égaux pour participer à la vie politique, économique, sociale et culturelle ; un environnement qui accueille tous les individus indépendamment de leur condition, de leur sexe, de leur genre, de leurs préférences, de leur âge, de leurs croyances ou de leur origine ethnique, et dans lequel ils ont les mêmes droits et obligations, un monde qui offre des opportunités à tous.

Il est impératif de placer la participation des acteurs et des secteurs les plus vulnérables de chaque société au centre de l'action publique. Cependant, leur participation ne sera pas

possible si l'on ne change pas les causes structurelles qui génèrent les inégalités sociales, notamment la discrimination, la pauvreté, la répartition inéquitable des revenus et le manque d'opportunités.

Nous présentons donc des expériences et des pratiques qui, à partir des communautés ou des groupes vulnérables, sur la base des principes de l'économie sociale et solidaire, aspirent à construire et à reconstruire, là où les communautés sont les plus touchées par les situations de pandémie, des communautés inclusives permettant la participation et la reconnaissance de la diversité qui la compose ainsi que le développement personnel et collectif, dans laquelle chacun a sa place, même avec ses différences.

Objectifs

1. Réfléchir aux inégalités qui affectent les sociétés et à la manière dont elles influent sur l'exclusion et la violation des droits des personnes.
2. Donner de la visibilité aux différentes interprétations qui existent du concept d'inclusion.
3. Fournir des voies ou des stratégies d'action possibles pour la concrétisation de communautés plus inclusives et plus justes.
4. Identifier les acteurs et secteurs clés pour la réalisation des stratégies proposées.
5. Partager des expériences, des initiatives et des idées qui, à partir de l'économie sociale et solidaire, contribuent à des communautés inclusives.

Question principale

Quelles actions ou stratégies les individus, gouvernements, groupes, sociétés et pays devraient-ils adopter pour parvenir à un monde meilleur et plus inclusif ? Quelles sont les actions clés à promouvoir au niveau local ?

Modérateur et intervenants :

- **Modératrice:** Chloé Sécher, Chargée de mission, Réseau des Collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES)
- **Intervenant(e)s :**

Nom et bio de l'intervenant(e)	Description de la présentation
<p><u>M. Mohammed Salhi</u> Coordonnateur de l'Espace Marocain de l'Economie Sociale, Solidaire et Environnementale (EMESSE), Maroc</p> <p>Coordinateur National du programme d'accompagnement de la mise en œuvre des actions relatives à l'ESS dans l'INDH Diplômé en relations internationales</p>	<p>L'Economie Sociale et Solidaire, levier de l'initiative nationale de développement humain</p> <p>Programme d'ACCOMPAGNEMENT DE LA MISE EN OEUVRE DES ACTIVITÉS DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DANS LE CADRE DE l'initiative nationale de développement Humain (INDH). L'INDH est un projet d'envergure nationale visant à élever le niveau de la société. L'objectif global du programme vise à favoriser l'inclusion économique des populations et plus particulièrement les jeunes ruraux à travers la promotion de l'ESS et de ses</p>



<p>et management marketing. Ex-Diplomate et Inspecteur des finances, Membres du réseau officiel de l'expert de l'INDH. Membre de plusieurs organismes internationaux. Coordinateur et Responsable de plusieurs projets de développement local. Enseignant et Intervenant dans plusieurs grandes écoles et Universités. Coach et dirigeant sportif</p>	<p>chaînes de valeurs.</p>
<p><u>M. Kevin Ossah</u> Organisation des Jeunes Engagés pour le Développement Durable (OJEDD), Togo</p> <p>Kevin Ossah est un jeune engagé pour le développement durable, inclusif et participatif au Togo et en Afrique subsaharienne. Génie environnement de formation, Il est spécialisé dans l'accompagnement des collectivités territoriales à l'intégration des enjeux climatiques dans les plans de développement communal et des projets en économie sociale et solidaire (ESS).</p> <p>En juin 2017, Il a cofondé l'organisation des jeunes engagés pour le développement durable (OJEDD) dont il est l'actuel directeur exécutif. L'OJEDD est une association de développement, qui oeuvre pour apporter des solutions innovantes aux conséquences des changements climatiques et impacter les communautés vulnérables en Afrique.</p>	<p>Appui aux jeunes et femmes ruraux vulnérables aux changements climatiques à travers la promotion des techniques innovantes agricoles et l'agroforesterie à Tchiniga, Notsé au Togo</p> <p>A Tchiniga, dans la Commune de Haho 3, un village situé dans la région des Plateaux à 30 km de la ville de Notsé, la baisse considérable des rendements agricoles est due aux conséquences des changements climatiques d'année en année.</p> <p>Pour contribuer à la résilience de ces populations, il faudra penser à une agriculture durable respectueuse de l'environnement par la restauration des sols dégradés et la réduction de l'utilisation des intrants chimiques. C'est dans ce contexte que les femmes membres regroupées au sein d'une coopérative agricole ont demandé le soutien de l'Organisation des Jeunes Engagés pour le Développement Durable (OJEDD). Pour pallier le problème, l'OJEDD les amène à élaborer ce projet pour soutenir ces populations vulnérables, notamment les jeunes et les femmes, à travers des stratégies d'adaptation pour l'augmentation des rendements à travers des méthodes de productions saines et respectueuses de l'environnement.</p> <p>Le projet intitulé « appui aux jeunes et femmes ruraux vulnérables aux changements climatiques à travers la promotion des techniques innovantes agricoles et l'agroforesterie à Tchiniga, Notsé au Togo », vise surtout à créer une ferme d'expérimentation agroécologique et à renforcer les capacités des femmes et des jeunes dans la lutte</p>

	contre les effets du changement climatique, la gestion durable des forêts et des ressources naturelles en mettant en œuvre leurs contributions aux Contributions Déterminées au niveau National (CDN) pour l'atteinte des Objectifs de l'Accord de Paris.
<p><u>M. Honoré Ouantchi</u></p> <p>Monsieur Honoré OUANTCHI est ivoirien, marié, père de 3 enfants. Il a obtenu le grade de Docteur de l'enseignement supérieur en sociologie, depuis 2009 à l'université Félix Houphouet Boigny à Abidjan (Côte-d'Ivoire). Il est également certifié en gestion des conflits, en management des ressources humaines, en développement économique local et en économie sociale et solidaire. Enseignant-chercheur, consultant- formateur, Dr. Honoré OUANTCHI cumule plus de 20 ans d'expériences professionnelles. Il a participé à plusieurs colloques scientifiques internationaux, conduit et supervisé diverses activités, études et projets cofinancés, produit plusieurs articles scientifiques et rapports d'études. Ses travaux portent principalement sur l'innovation sociale pour la transformation des territoires et des populations dont, l'ESS. Il a été membre d'unité de gestion de projets, élaboré et évalué plusieurs projets, financés par l'UE, la Banque Mondiale, la BAD, la GIZ, Expertise France, l'AIMF, l'ONG PARTAGE, AVSI, SFCG et le BNETD.</p>	<p>L'Économie Sociale et Solidaire, expression de lutte contre les inégalités socioéconomiques et de développement local dans les pays du Sud : cas de la Côte d'Ivoire</p> <p>La prégnance de l'économie sociale et solidaire en Côte d'Ivoire traduit les « insuffisances » de l'économie formelle « classique » et capitaliste, qui se caractérise par des inégalités sociales, et qui a pour conséquence de plonger les populations dans la dépendance et dans la misère (J.F. Draperi, 2014). Ambitionnant de concevoir et de mettre en œuvre une économie plus juste et moins dévastatrice, l'économie sociale (pratique de l'économie collaborative, entreprises mutualistes et entrepreneuriat social) suscite la participation d'un nombre de plus en plus croissant de personnes, provoquant simultanément un processus d'émancipation sociale et d'économie alternative populaire. Cette communication fait un état des lieux, décrit les pratiques de cette approche solidaire de l'économie, innovante et construite par les populations elles-mêmes (même si elle est encore embryonnaire) comme une alternative de développement économique territorial en Côte d'Ivoire. Elle peut également se concevoir comme une stratégie de survie économique locale, face à la mondialisation et au modèle économique libéral, qui n'apporte pas forcément des solutions adéquates aux problèmes de développement local.</p>
<p><u>Mme Johanne Lavoie</u> Commissaire à l'économie sociale, Ville de Montréal, Québec, Canada</p>	<p>Dynamiques de collaboration entre les autorités publiques et l'économie sociale pour le développement des communautés</p> <p>La Ville de Montréal se soucie du développement de la métropole dans les domaines culturel, social, environnemental et économique. En matière</p>



	<p>économique, elle soutient depuis longtemps tout un écosystème d'organismes d'accompagnement des entreprises du secteur privé et de l'économie sociale. Avec l'apparition de la pandémie, à l'hiver 2020, la Ville de Montréal a été sollicitée sur de nombreux fronts. Plusieurs mesures de soutien économique ont été mises en place. Mais une action supplémentaire a été entreprise par les fonctionnaires. Un groupe de travail ad hoc composé de têtes de réseaux de l'économie sociale montréalaise a été créé et depuis avril 2020 il se réunit deux fois par mois. Ce groupe a permis d'établir une meilleure communication entre l'administration municipale et le milieu de l'économie sociale. Reposant sur une dynamique informelle - ce n'est pas un lieu de représentation politique - plusieurs observations issues du terrain ont servi de base à l'élaboration de mesures d'aide aux entreprises d'économie sociale. De plus, en contexte d'incertitude causé par la pandémie, le groupe est devenu une plateforme d'échange d'information cruciale entre les participants. Ces nouvelles dynamiques de travail sont fondamentales au développement de solutions qui contribuent à la transition vers un modèle économique et social plus respectueux de l'humain et de l'environnement en mettant en place de nouvelles façons de gérer et d'aménager la ville, de consommer, de produire et de vivre ensemble. La Ville de Montréal et La TOHU, une entreprise d'économie sociale, ont collaboré depuis plus de 20 ans à répondre de manière innovante à un enjeu environnemental important en plein cour de la ville. Ce cas démontre bien comment les dynamiques de collaboration avec le milieu peuvent contribuer positivement au développement de la cité.</p>
<p><u>Mme Béatrice Alain</u></p> <p>Béatrice Alain est directrice générale du Chantier de l'économie sociale, organisation vouée à la concertation d'acteurs et partenaires de l'économie sociale afin de promouvoir l'entrepreneuriat collectif et développer des secteurs et outils aptes à soutenir l'émergence de ce modèle de développement</p>	<p>La démarchandisation des services aux personnes vulnérables</p> <p>La fragilité de notre filet social était déjà connue mais peu pris en compte (voire minimisée). La crise sanitaire a dévoilé toute l'ampleur des lacunes du système pour assurer une qualité de vie décente et sécuritaire aux personnes vulnérables, en premier lieu nos aînés, mais aussi les personnes en situation d'itinérance ou de dépendance et ceux vivant avec des limitations physiques ou mentales et leurs</p>



basé sur des valeurs de solidarité, d'équité et de transparence. Interlocuteur privilégié du gouvernement du Québec en matière d'économie sociale, le Chantier est reconnu internationalement pour l'écosystème de soutien au développement de l'économie sociale qu'il a contribué à mettre en place. Mme. Alain, qui a une formation en économie et en sciences politiques, est également coprésidente du TIESS, un organisme de liaison et transfert d'innovations en économie sociale au service du développement des territoires au Québec, secrétaire de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, qui crée et gère des fonds de capital patient pour soutenir le démarrage et l'expansion des entreprises collectives et impliquée dans différents réseaux internationaux d'échanges et de promotion de l'économie sociale et solidaire.

familles. Au-delà des services publics qui assurent des services de base de façon égale et identique pour tous, plusieurs entreprises d'économie sociale ouvrent dans ces services pour permettre aux personnes avec des capacités limitées de vivre dignement, dans la mesure du possible chez eux ou proches des leurs dans des conditions décentes, peu importe leur communauté ou leurs moyens financiers. Elles sont également le foyer de développement d'innovations qui prennent en compte les moyens et les priorités locales pour répondre plus efficacement à des besoins sociaux. Le succès retentissant des Centres de la petite enfance (CPE), un réseau de services de garde panquébécois géré par les parents et soutenus par l'État sur plusieurs plans est indicateur à ces égards. En effet, il a été démontré que ceux-ci ont massivement accru la participation au marché du travail des femmes, ont significativement réduit les taux de pauvreté des familles monoparentales et ont représenté un investissement payant pour le gouvernement. Ils ont également une meilleure performance en matière de qualité que leurs alternatives privées, et se sont montrés plus agiles puisque le contrôle de qualité est local et régulier. En tirant des leçons du cas des CPE, cette présentation présentera comment le modèle d'affaires de l'économie sociale est un modèle de choix pour le service aux personnes vulnérables.